

Brochure n° 3379

**Convention collective nationale**

**IDCC : 3016. – ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION**

AVENANT N° 2 DU 13 JANVIER 2012  
À L'ACCORD DU 17 JUIN 2010 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1250986M

IDCC : 3016

CHAMP D'APPLICATION

L'ensemble des accords collectifs conclus par le SYNESI et les organisations syndicales de salariés s'appliquent, sauf disposition contraire, dans le cadre d'un champ d'application délimité comme suit :

« Il régit les rapports et s'applique à l'ensemble des employeurs et salariés de droit privé, cadres et non cadres, titulaires d'un contrat de travail et quelles que soient la nature et la durée de ce contrat, des ateliers et chantiers d'insertion conventionnés par l'Etat au titre de l'article L. 5132-15 du code du travail.

Le champ conventionnel couvre l'ensemble du territoire national y compris les DOM. »

**Article 1<sup>er</sup>**

*Taux d'invalidité-incapacité permanente professionnelle (IPP)*  
*Ensemble du personnel*

Les partenaires sociaux signataires de l'accord du 17 juin 2010 réunis en commission paritaire nationale de prévoyance le 13 janvier 2012 ont apporté une modification au contrat suite à une erreur rédactionnelle.

Les termes du dernier alinéa de l'article 4.5 de l'accord du 17 juin 2010 doivent être entendus de la manière suivante :

**Article 4.5**

*Garantie invalidité-incapacité permanente professionnelle (IPP)*  
*Ensemble du personnel*

« – taux d'incapacité permanente professionnelle supérieur ou égale à 66 %, rente nette de 78 % du salaire net. ».

**Article 2**

*Durée de l'accord*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

### **Article 3**

#### *Dépôt de l'accord*

Le présent avenant est déposé en deux exemplaires, dont une version en support papier signée des parties et une version sur support électronique, par la partie signataire la plus diligente auprès de la direction générale du travail.

### **Article 4**

#### *Extension*

L'extension du présent avenant sera demandée par les parties signataires.

Il entrera en vigueur le premier jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 13 janvier 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après:

#### **Organisation patronale :**

SYNESI.

#### **Syndicats de salariés :**

PSTE CFDT ;

FPSE CFTC.